



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
6 octobre 2021

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

CHÔMAGE, INFLATION, IL FAUT RIPOSTER À L'OFFENSIVE PATRONALE

Qui va payer la note ? Le retour de la hausse non maîtrisée des prix, l'explosion de la précarité et de la pauvreté mettent à l'ordre du jour de toutes les familles des milieux populaires, et parfois plus largement, la question des salaires, du travail partagé, des retraites et allocations diverses.

Il ne s'agit plus de demander un léger mieux mais désormais d'éviter de basculer de la gêne vers la pauvreté pour de larges secteurs de la société.

Inflation, spéculation : les plaies de leur société

Les faits sont cinglants. D'un côté nous avons la hausse annoncée de 57 % du gaz depuis janvier 2021, de 12 % de l'électricité, 10 millions de pauvres, des loyers qui deviennent inaccessibles, l'essence qui frôle les 2 euros, les aliments de première nécessité deviennent inabordables. De l'autre une société absurde qui nous impose des salaires de misère, un marché du travail qui mêle un chômage et une précarité en hausse... et des secteurs en pénurie de main d'œuvre. D'un côté des hôpitaux en surcharge, de l'autre la suppression de 5 000 lits cette année, car notre santé est pour eux une marchandise.

Tout cela ne vient pas du ciel. La hausse du prix de l'énergie ne vient pas d'une hausse de la demande, ni de la rareté soudaine du gaz ou du pétrole, ni de la difficulté à la produire (le nucléaire en France fournit au-delà des besoins). Tout comme la nourriture, et on pourrait étendre le raisonnement aux composants dont le manque bloque des chaînes de production : ces hausses de prix sont au premier rang le fruit de la spéculation, cet appendice inévitable de leurs lois du marché. La preuve ? Les grandes multinationales organisent la pénurie pour faire flamber les prix. Il n'y a qu'à voir la Bourse et ses profits et là on constate que ce n'est pas la crise pour tout le monde. Ce sont plus de 51 milliards d'euros qui seront distribués en France aux actionnaires (10 milliards de plus qu'en 2020). D'un côté une misère croissante de l'autre une richesse insolente, voilà le scandale dont personne ne veut parler.

Leurs solutions

Castex, le Premier ministre, est intervenu jeudi dernier au journal de TF1 pour annoncer ses solu-

tions. Il a promis un « bouclier énergétique », un blocage des prix pour avril, à la veille des élections, un lissage des prix, de pitoyables chèques-énergie. En bref, beaucoup de vent et peu d'argent : le valet de Macron vient d'inventer le gilet pare-balles en carton... après la fusillade ! Rien à voir avec les centaines de milliards distribués au patronat, sans conditions.

Le chômage ? Eh bien le gouvernement va pénaliser les chômeurs, les forcer à accepter n'importe quel travail à n'importe quel salaire. La réforme de l'assurance-chômage, dont celle du calcul des allocations, est entrée en application le 1er octobre, et ce sont plus de 1,5 million de chômeurs qui verront leur aide de retour à l'emploi réduite en moyenne de 17 %.

Que disent les autres politiciens ? La gauche est bien silencieuse et pleurnicheuse tandis que Zemmour propose de changer les prénoms des gamins et la guerre civile entre pauvres. Bardella, président par intérim du Rassemblement national, dans une interview s'oppose clairement à l'augmentation des salaires. Avec ceux-là les spéculateurs peuvent dormir tranquilles !

Préparer dès maintenant les suites du 5 octobre

Alors il est plus que temps de mettre sur la table les sujets qui nous pourrissent la vie : leurs profits insolents qui vont de pair avec nos fins de mois difficiles. Le 5 octobre est une étape nécessaire, mais cela ne suffira pas. Imposer une hausse des salaires, en finir avec le chômage imposera de travailler tous, moins et autrement.

Des collègues comme nous, dans les transports comme à Transdev et ailleurs, luttent par la grève et nous montrent la voie. Car nous n'aurons que ce nous prendrons, à condition de nous rassembler, nous coordonner en luttant ensemble pour résoudre nos vrais problèmes et non sombrer dans les débats qu'ils nous imposent.

Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

Après l'heure, c'est plus l'heure

Hier midi, on pouvait savoir qu'on chômerait vendredi, et pour certains aussi un deuxième jour de la semaine... ou pas... et lequel ? Mystère.

La direction a déjà fait le coup à des collègues de leur annoncer à leur prise de poste qu'ils étaient censés chômer le jour même. En faisant un effort, elle va arriver à nous prévenir le lendemain qu'on aurait dû chômer la veille...

Un premier coup de colère

À PSA Rennes, vendredi dernier, 200 salariés ont débrayé pendant 2 heures pour revendiquer le maintien de leur salaire et la fin des samedis travaillés obligatoires et gratuits. Les ouvriers grévistes ont défilé dans l'usine aux cris de « sans nous pas de bagnoles », « la force des travailleurs c'est la grève ! »... Ce débrayage est un succès, avec des ouvriers de chaîne, des professionnels, des moniteurs et des CDD, tous ensemble !

Ce qui a mis le feu aux poudres

À PSA Rennes, avec le chômage, les paies de septembre ont été amputées en moyenne de 300 €, certains ont perdu 500 € et ont touché moins de 1 000 €. Le jour du versement des paies, la direction faisait de la provocation en annonçant le 11 novembre (férié) et dix samedis travaillés avant la fin de l'année. Pendant que les salariés ont des paies minables et que d'autres doivent partir à 350 km à Poissy pour éviter de plomber leurs salaires... il faudrait en plus venir travailler les samedis gratuitement avec des cadences folles !

Avec 6 milliards en 6 mois, le groupe PSA a les moyens de payer 100% des salaires et de répartir correctement la production sur 5 jours entre tous. Les ouvriers de PSA Rennes montrent l'exemple.

Allemands ou français, tous contre Stellantis !

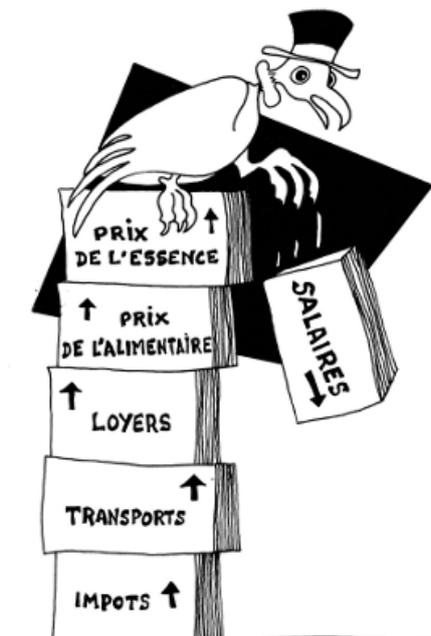
Prétextant du manque de semi-conducteurs, la direction de Stellantis a annoncé la fermeture de l'usine Opel d'Eisenach en Allemagne au moins jusqu'en 2022 et le transfert temporaire de la production des Opel Grandland vers le site français de PSA Sochaux.

Cette attaque contre les travailleurs allemands est aussi une attaque contre nous : pour eux des mois de chômage, et pour les travailleurs de Sochaux des samedis et des jours fériés travaillés ainsi que des allongements d'horaires, pour ne pas embaucher.

Preuve que la « relocalisation » – même momentanée – ne signifie pas création d'emplois. Stellantis a fait 6 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre, il a de quoi répartir le travail entre tous sans perte de salaire.

Renault Cléon débraye

Après l'annonce par la direction de l'usine d'un plan de compétitivité (entre autres possibilité d'un overtime d'une heure tous les jours, suppression du paiement de la pause de 20 minutes pour les nouveaux embauchés,...), au total 900 ouvriers ont débrayé sur les 3 équipes. ET ils se sont donné à nouveau rendez-vous la semaine prochaine.



Hommage... à ceux que Tapie a licenciés

Les médias, les responsables politiques de droite et de gauche, le monde des affaires, se bousculent depuis hier pour « rendre hommage » à Tapie. La société capitaliste célèbre l'un des siens. Tapie a fait fortune en rachetant des entreprises au franc symbolique, puis en virant les salariés. La Vie Claire, Manufrance, Terraillon, autant d'arnaques qui furent ses titres de gloire. Les salariés de l'usine Wonder, fabricant de piles, en firent les frais. Tapie la rachète en 1984 et procède immédiatement aux

licenciements de 519 ouvrières et ouvriers. L'action Wonder fait alors un bond de 560 %. Pas étonnant qu'ils célèbrent toujours ce genre de recette. Nos hommages vont à ceux qui, hier comme aujourd'hui, chez Wonder et partout ailleurs, ont lutté et luttent contre les licenciements et les patrons voyous dont Tapie n'était qu'un des plus tapageurs.

La grève des Transdev s'étend

Les chauffeurs de bus Transdev sont en grève dans la région parisienne de puis début septembre. La cause ? Ils peuvent maintenant être payés 35h pour en réalité 45h passées au dépôt ou dans leur bus, avec des plannings qui changent tout le temps.

C'est la conséquence de l'ouverture du marché du transport public à une fausse concurrence entre 3 grosses boîtes qui se partagent le gâteau en démolissant les droits des travailleurs. Partie de deux dépôts, la grève s'étend et pourrait sortir de région parisienne. Plus d'infos en images en flashant le QR-code ci-contre.

